

CABO VERDE : FICHE PAYS – DECEMBRE 2025



Catégorie OCDE (2025) : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B/ -/ B

Change : Escudo / Régime de change fixe (indexation à l'euro)

Horizon de l'objectif de réduction des émissions de carbone : -18% (inconditionnel) et -24% (conditionnel) horizon 2030

FORCES

- Fort potentiel touristique
- Soutien des bailleurs de fonds multilatéraux (Banque mondiale) et bilatéraux
- Démocratie installée, stabilité politique
- Environnement des affaires attractif pour les investisseurs

FAIBLESSES

- Economie très dépendante du tourisme et des marchés européens
- Archipel de petite taille, pauvre en ressources naturelles
- Niveau d'endettement élevé
- Forte exposition aux risques climatiques (sécheresse, montée des eaux)

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance** : la croissance devrait rester dynamique en 2025 (+5,2%) et converger vers son potentiel (autour de +5%) en 2026. Le secteur du tourisme, moteur principal de l'économie, attire les investissements et soutient l'emploi. Les entrées de touristes dépassent en 2025 nettement les niveaux pré-covid. La baisse de l'inflation contribue par ailleurs à soutenir la consommation. L'économie de l'archipel est exposée à l'évolution de la situation économique en Europe, principale origine des flux de touristes (Royaume-Uni, Portugal, Allemagne en particulier), des transferts d'expatriés et des investissements.
- Vulnérabilité des comptes publics** : malgré la hausse des recettes (croissance, hausse de taxes, amélioration de la mobilisation), le déficit devrait se creuser en 2025 en raison de l'augmentation des investissements, mais resterait modéré (-1,6%). Les mesures de réforme fiscale devraient favoriser les recettes et permettre une amélioration en 2026 selon le FMI. La perspective des échéances électorales de l'année fait toutefois craindre un dérapage des dépenses qui ralentirait l'amélioration. La dette publique est orientée à la baisse et pourrait atteindre 106% du PIB en 2025, un niveau inférieur à celui qui prévalait avant la crise Covid. Malgré son niveau élevé, sa structure favorable (majoritairement concessionnelle) atténue le risque de surendettement.
- Vulnérabilité extérieure** : les revenus touristiques compensent la faiblesse des exportations de marchandises, composées majoritairement de produits de la pêche. Le solde courant devrait se dégrader avec la réalisation des projets d'investissement en 2026 (-2,3% contre -0,9% attendu en 2025) compte tenu de la forte dépendance aux importations du pays pour son approvisionnement (énergie, biens alimentaires, de consommation et d'équipement). La dette extérieure, majoritairement publique, reste élevée (84% en 2025) mais est orientée à la baisse. Détenue essentiellement (plus de 70%) par des créanciers officiels, elle présente un risque modéré en raison d'un service peu élevé.
- Vulnérabilité du secteur bancaire** : le secteur est globalement sain et stable. Le niveau de capitalisation des banques cap verdiennes s'améliore depuis plusieurs années et devrait dépasser 24,5% en 2025. Les créances non performantes sont en légère augmentation en 2025 (7,9% après 7,3% en 2024). Les banques sont exposées aux titres de dette publique émis par l'Etat cap verdien, qui représentent de l'ordre de 20% de leurs actifs.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique** : Cabo Verde bénéficie d'institutions solides qui garantissent sa stabilité politique et sociale. Le pays connaît une période de cohabitation. Les prochaines élections législatives et présidentielles se tiendront en 2026 (avril et octobre).
- Climat des affaires** : le niveau de gouvernance de Cabo Verde est l'un des plus élevés en Afrique.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique** : le pays est très vulnérable aux évolutions climatiques (sécheresse, montée des eaux), qui présentent un risque pour le secteur du tourisme, crucial pour son économie. De nombreux projets dans le domaine des énergies renouvelables sont lancés avec un objectif de 50% de renouvelable (solaire, éolien) dans le mix électrique en 2030 (moins de 30% en 2022).

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés
Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations	Importations
Produits de la pêche 79,2%	Pétrole 14,1%
Chaussures, textiles 16,9%	Machines, eqpts mécaniques 7,0%
Produits pour alimentation animale 2,9%	Véhicules 6,1%
	Matériel électrique 5,7%
	Céréales 4,7%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France
Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)

Exportations	Importations
Espagne 64,8%	Portugal 47,3%
Italie 15,6%	Espagne 9,5%
Portugal 15,2%	Chine 5,7%
Etats-Unis 3,0%	Pays-Bas 5,5%
France (13 ^{ème}) 0,1%	France (8 ^{ème}) 2,7%

Source: International Trade Center, CNUCED



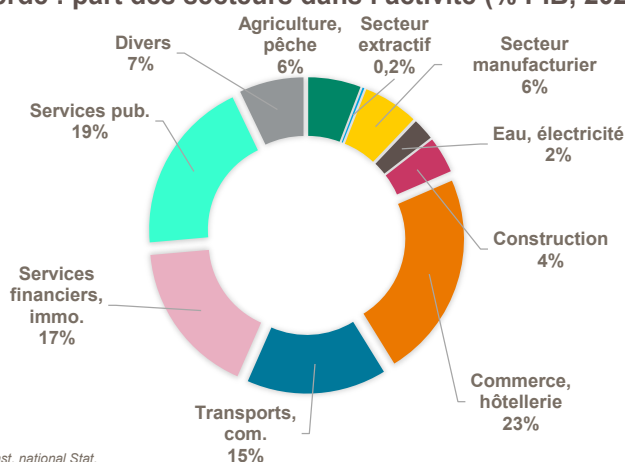
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

CABO VERDE		2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)	2027 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE								
PIB (Mds USD, courant)		2,1	2,3	2,5	2,7	2,9	3,1	3,4
	Rang PIB mondial	156	156	153	152	150	150	150
Population (Mns)		0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
	Rang Population mondiale	154	154	152	151	150	150	150
PIB / habitant (USD)		4 073	4 442	4 914	5 324	5 671	6 070	6 465
Croissance PIB (%)		7,0	15,8	4,8	7,2	5,2	4,8	4,9
Inflation (moyenne annuelle, %)		1,9	7,9	3,7	1,0	1,5	2,0	2,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)		12,3	10,6	12,5	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES								
Dette publique (% PIB)		149,5	127,6	117,5	111,2	106,0	101,0	95,5
Solde public (% PIB)		-7,5	-4,3	-0,3	-1,1	-1,6	-0,9	-0,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)		9,4	10,1	8,9	9,3	8,0	7,7	5,9
POSITION EXTERNE								
Solde courant (% du PIB)		-12,1%	-3,5%	-2,7%	3,8%	-0,9%	-2,3%	-3,1%
IDE (% du PIB)		4,5%	4,6%	6,0%	3,2%	3,5%	3,7%	3,7%
Réserves (en mois d'importation B&S)		6,4	5,6	6,0	5,9	5,8	5,6	NA
Dette extérieure totale (% PIB)		129%	106%	96%	88%	84%	76%	69%
Dette extérieure CT (% PIB)		NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change		93,2	104,9	102,0	101,9	NA	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE								
Fonds propres / actifs pondérés		21,1	22,6	24,2	24,6	NA	NA	NA
Taux de NPL		8,1	7,8	7,3	7,9	NA	NA	NA
ROE		14,9	16	18	18,3	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE								
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)		64	63	65	NA	NA	NA	NA
CLIMAT								
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a		98	99	99	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		98	99	NA	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c		NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO Oct 2025, rapports pays fev&juil. 2025);*Banque Mondiale;**Oxford Economics;

a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Cabo Verde : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2024)



Source: Inst. national Stat.



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Une économie centrée sur le tourisme

Le secteur primaire (6% du PIB environ) repose sur la pêche, le secteur agricole étant quasi inexistant, (seuls 12% des terres sont arables). Le gouvernement promeut les projets destinés à exploiter durablement ses ressources maritimes (« économie bleue »).

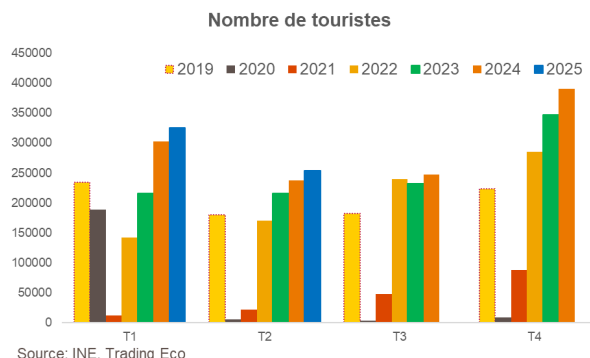
Le pays est pauvre en ressources naturelles et peine à développer son secteur manufacturier. Pesant de l'ordre de 6% du PIB, il est concentré sur la transformation des produits de la pêche (conserves) destinés à l'exportation.

Les services pèsent pour plus de 80% du PIB, dominés par les activités liées au tourisme, qui représentent plus de 40% des emplois. Il a en outre un fort effet d'entraînement sur d'autres secteurs, notamment la construction (4% du PIB).

L'activité touristique est très concentrée sur deux îles de l'archipel qui en compte dix, (Sal et Boa Vista). Le gouvernement a lancé un « Programme Opérationnel du Tourisme 2022-26 » visant à diversifier les activités du secteur, notamment dans le domaine de l'écotourisme, du tourisme culturel et maritime. Une zone Economique spéciale (ZEEMSV) a été créée dans ce contexte pour attirer les investisseurs. Des projets sont en outre prévus pour diversifier la gamme de l'offre d'hébergement, toucher de nouveaux marchés et développer les activités sur d'autres îles de l'archipel. D'importants investissements sont ainsi prévus dans les infrastructures, notamment de transport pour améliorer l'interconnectivité entre les différentes îles, ou celles liées à l'approvisionnement en eau et en électricité. Leur réalisation devrait toutefois être freinée par les caractéristiques géographiques du pays et des contraintes de financement liées aux engagements de consolidation budgétaire prises par l'Etat. Le pays est attractif pour les investisseurs privés mais les besoins sont élevés.

• Une croissance soutenue par la dynamique touristique

Le flux de touristes a repris post-Covid et dépasse désormais nettement le niveau d'avant-crise sanitaire. La tendance devrait perdurer en 2025 et 2026. Le développement des liaisons aériennes, notamment par des compagnies à bas coût¹, favorise la diversification et l'augmentation des flux de touristes. Les investissements dans les équipements aéroportuaires devraient se poursuivre dans le cadre de la concession de 40 ans accordée à Vinci pour la gestion des sept aéroports nationaux. En outre, les efforts du gouvernement pour soutenir l'éco-tourisme ou en marge d'événements sportifs, devraient contribuer à renforcer le secteur.



Par ailleurs, la baisse du taux d'inflation, qui a atteint 1,6% en octobre contre 2,8% en août, devrait favoriser la consommation des ménages.

La banque centrale (BCV) a relevé son taux directeur de 1,5% à 2,5% en 2025, sur recommandation du FMI, pour maintenir un écart positif avec le taux de la BCE afin de préserver ses réserves et l'indexation de l'escudo à l'euro. Compte tenu du probable statu quo annoncé de la BCE, la BCV pourrait maintenir son taux en 2026.

L'économie a continué de croître fortement au deuxième trimestre 2025 (+6,2 % en g.a. après +3,7% au T1), reflétant la forte croissance du tourisme et des exportations nettes (produits de la mer en particulier). Après le rebond observé en 2024 (+7,2%), le FMI prévoit une croissance encore dynamique, bien qu'en repli, à +5,2 % en 2025, qui se stabiliserait autour son taux de croissance potentiel (de l'ordre de +5%) en 2026-27.

Le pays reste cependant très vulnérable à l'évolution de la situation économique des pays européens d'où sont originaires la majorité des touristes (plus de 90%, dont près de 30% du Royaume-Uni en 2024), mais aussi des transferts d'expatriés.

Par ailleurs, le tourisme, secteur crucial pour l'économie de Cabo Verde, est exposé aux risques climatiques, avec de potentielles conséquences de long terme pour les installations côtières en cas de montée de eaux.

La prépondérance du tourisme dans l'activité devrait perdurer et continuer à déterminer le rythme de croissance de l'économie à moyen terme.

• Un secteur bancaire stable et solide

Le système bancaire cap verdien est composé de sept établissements. Les deux plus grands concentrent 55% des actifs bancaires et plus de 60% des crédits². Le ratio de capitalisation pondéré progresse régulièrement et atteignait 24,6%, fin 2024 (21,1% en 2021), nettement au-dessus du minimum réglementaire de 12%. Le taux de créances non performantes (NPL) est en légère progression fin 2024 à 7,9% (7,3% en 2024). Les créances douteuses sont concentrées, comme les crédits, sur les secteurs du transport, de l'immobilier et du tourisme.

L'exposition des banques au risque souverain est élevée, les titres de dette publique représentant plus de 20% des actifs en 2023².

¹ Easyjet a ouvert sa 1^{ère} liaison avec l'Afrique entre Londres et l'île cap verdienne de Sal en 2025

² FMI, rapport pays sept. 2025



2. FINANCES PUBLIQUES

- **Un déficit public maîtrisé**

Dans le cadre de l'accord conclu avec le FMI, le gouvernement a lancé des réformes visant à augmenter ses recettes : suppression de différentes exemptions, introduction d'une taxe sur les entrées de touristes, harmonisation des taxes sur le tabac, l'alcool ainsi que l'essence.

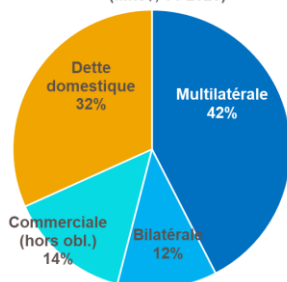
La hausse des investissements publics devrait néanmoins provoquer une **légère dégradation du déficit public en 2025 à -1,6% du PIB** après -1,1% en 2024. Le solde devrait s'améliorer en 2026-27 à la faveur de la réforme annoncée de la TVA et de la modération des salaires dans la fonction publique.

Le déficit pourrait ainsi continuer à s'améliorer et être inférieur à -1% du PIB en 2026 et à -0,5% en 2027 selon le FMI. **Toutefois, la perspective des élections d'avril et octobre 2026 pourrait ralentir la maîtrise des dépenses.** La situation financière de certaines grandes entreprises publiques, en particulier de la compagnie aérienne, Cabo Verde Airlines (TACV), continue en outre à faire peser un risque sur les finances publiques. La privatisation et la recapitalisation de certaines entités se poursuit (sociétés de logistique aéroportuaire notamment) mais les progrès sont lents.

- **La dette publique est orientée à la baisse mais reste élevée**

Depuis le pic d'endettement public à près de 150% du PIB en 2021, le ratio de dette de l'Etat cap verdien est orienté à la baisse. Il devrait atteindre 106% du PIB en 2025 et légèrement supérieur à 100% en 2026 selon le FMI, soit un niveau inférieur à celui qui prévalait avant la crise Covid (113% en moyenne entre 2015 et 2019). L'objectif du gouvernement est de ramener le ratio à 70% du PIB en 2034. **La structure de la dette est favorable.** Elle est composée à près de 70% de dette extérieure, majoritairement (80%) concessionnelle.

Répartition du stock de dette publique de Cabo Verde
(Mns\$, T1 2025)



Source : Min des finances, Direction du Trésor

Le service annuel de la dette publique (intérêts et principal) pour 2025 est estimé à 10,5% du PIB par le FMI, dont 55% au titre de la dette domestique. **La charge annuelle d'intérêts est modérée, de l'ordre de 8% des revenus publics en 2025³ et en baisse.**

³ Ratio median de l'ordre de 12% pour l'Afrique Sub-saharienne en 2023 selon le [FMI](#)

Dans son analyse de soutenabilité datée de février 2025, le FMI conclut à un **risque élevé de surendettement public** en raison du niveau élevé du ratio d'endettement (supérieur au seuil de 70% du PIB recommandé par le FMI) et de sa vulnérabilité à divers chocs (sur la croissance, les exportations ou climatiques notamment). Le FMI souligne toutefois que **le risque de surendettement est en partie atténué par le soutien du Portugal**, principal créancier bilatéral, grâce à un accord visant à échanger le service de sa dette contre des investissements liés au climat. Cet accord qui devait expirer en 2025 a été prorogé jusqu'en 2030.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Une base d'exportation de marchandises étroite, compensée par les exportations de services liées au tourisme**

Cabo Verde exporte essentiellement des produits transformés à base de poisson (conserves), destinés surtout aux marchés européens (Espagne surtout) et des services liés aux activités touristiques.

Le pays est très peu exposé aux Etats-Unis (3% du total des exportations en moyenne entre 2020 et 2024), limitant l'aléa sur les droits de douane. Cabo Verde bénéficie d'une dérogation de l'UE, accordée annuellement, l'autorisant à vendre certains produits de la pêche à des conditions tarifaires préférentielles sur le marché européen. En novembre 2025, le renouvellement pour 2026 n'était pas acté mais devrait intervenir dans les mois à venir, étant précisé qu'un accord de partenariat permet à des pêcheurs de pays de l'UE d'exercer leur activité dans les eaux cap verdiennes.

La balance commerciale de marchandises est fortement déficitaire en raison de l'étroitesse des exportations du pays et de la forte dépendance du pays aux importations d'énergie, de biens alimentaires, de consommation et d'équipements.

Le flux de touristes, provenant très majoritairement des pays d'Europe occidentale (Royaume-Uni pour près de 30%, Allemagne, Belgique et Pays-Bas pour chacun 10% environ en 2024), est vulnérable à l'évolution de la situation économique dans ces pays. Toutefois, la destination est réservée à une population relativement aisée. Par ailleurs, les efforts d'élargissement des gammes d'offres destinées à attirer des touristes d'autres régions (notamment Europe de l'Est) devraient contribuer à la progression des entrées de touristes.

Le pays dépend également fortement des flux de transferts d'expatriés qui représentaient en 2024 environ 12% du PIB selon le FMI) et proviennent surtout du Portugal (un tiers environ en 2023, dernière date disponible pour la répartition géographique⁴), des Etats-Unis (23%) et de France (16%).

Le dynamisme du tourisme et de bonnes performances en matière d'exportation ont permis au pays de dégager un excédent courant en 2024. **Le solde devrait à**

⁴ Migration data Portal- [Remittances](#)



nouveau se dégrader en 2025 (-0,9% selon le FMI) et 2026 (-2,3%) avec la hausse des importations nécessaires à la réalisation des investissements publics (projets d'infrastructure et relatifs à la lutte contre le changement climatique).

Les flux d'investissements directs représentent de l'ordre de 4% du PIB / an. Les investisseurs, attirés par un environnement des affaires et un niveau de gouvernance favorables, concentrent leurs interventions dans les secteurs du tourisme, de l'immobilier mais aussi des énergies renouvelables. **Le Portugal est le premier investisseur dans le pays** (plus de 20% des flux en 2024). Les entreprises françaises sont peu présentes à Cabo Verde, à l'exception de Vinci qui a remporté en 2022 la concession des aéroports du pays. Les flux d'investissements sont relativement stables, n'attirant pas les investissements de portefeuille. Les investissements étrangers sont insuffisants pour couvrir les besoins de financement extérieur, obligeant Cabo Verde à s'endetter.

- **Dettes extérieures élevées mais majoritairement concessionnelles**

L'endettement extérieur de Cabo Verde, constitué à environ 85% de dette publique est historiquement élevé, en raison des importants besoins de financement pour ses investissements d'infrastructures et la faible disponibilité de ressources financières domestiques.

Le ratio d'endettement extérieur est néanmoins en baisse constante depuis 2021 (129% du PIB) et la tendance devrait se poursuivre en raison de la réduction de la dette publique. Le FMI table ainsi sur un ratio ramené à 84% en 2025 et inférieur à 70% en 2027.

La dette extérieure de Cabo Verde est détenue quasi exclusivement par des créanciers « officiels », multilatéraux (62% du total de la dette extérieure au T1 2025, essentiellement Banque Mondiale et FMI⁵) et bilatéraux (18% du total), donc à des conditions concessionnelles (durées longues, taux moins élevés que le marché). En septembre 2025, le FMI a allongé de 15 mois son accord de financement (ECF) et augmenté de 30% son enveloppe.

La dette extérieure commerciale est détenue par des banques étrangères (surtout une banque portugaise), avec des conditions également favorables de durée (plus de 10 ans en moyenne) et de taux (de l'ordre de 1,6% en moyenne) selon FitchRatings. L'Etat cap verdien n'a pas émis d'Eurobond à ce jour et n'est donc pas exposé aux risques de marché.

Le service de la dette extérieure est modéré avec un taux d'intérêt moyen de l'ordre de 1% et une durée moyenne de crédit de plus de 15 ans (à fin 2023⁶). Le ratio de service de la dette extérieure publique rapporté aux revenus d'exportations est attendu à moins de 10% pour 2025 par le FMI, nettement en-dessous du seuil (21%) fixé pour le pays.

⁵ Financement d'aide conjoncturelle (RSF) et Facilité Elargie (ECF) dont le montant a été augmenté de 30% et la validité prorogée de 15 mois (jusqu'en décembre 2026) en septembre 2025

Le risque de surendettement extérieur du pays est jugé modéré par le FMI.

- **Taux de change fixe, indexé à l'euro**

L'escudo est indexé officiellement à l'euro depuis 2002. La banque centrale défend cette parité, garantie par le Trésor portugais. Face à l'affaiblissement du dollar, l'escudo s'est apprécié de 13% entre janvier et septembre 2025. Les réserves de change couvrant près de 6 mois d'importations sont jugées suffisantes par le FMI pour assurer l'indexation à l'euro.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Stabilité politique et sociale**

Cabo Verde bénéficie d'institutions solides qui garantissent sa stabilité politique et sociale.

Depuis 2001, quatre élections parlementaires ont été organisées, chacun des principaux partis en ayant remporté deux. Le parti MPD (Mouvement pour la Démocratie) a obtenu la majorité (38 sur 72 sièges) à l'Assemblée aux élections législatives d'avril 2021.

Le pays est dans une période de cohabitation avec un Premier Ministre (Ulisses Correia e Silva) issu du MPD et un Président de la République (M. Neves), élu en octobre 2021, membre du principal parti d'opposition (Parti Africain d'Indépendance de Cabo Verde -PAICV). Ses pouvoirs, dans un régime parlementaire, sont cependant très limités, laissant une large autonomie de décision au parti majoritaire à l'Assemblée. En février 2025, le gouvernement a été profondément remanié à la suite des résultats décevants du parti du Premier ministre (MPD) aux élections locales de décembre 2024, qui a perdu 14 des 22 municipalités au profit du PAICV. Les prochaines élections se tiendront en avril 2026 (législatives) et octobre 2026 (présidentielle). Quelle que soit l'issue du scrutin, la stabilité politique du pays ne devrait pas être remise en cause.

La situation sociale est globalement stable mais le pays fait face à d'importantes inégalités de revenus et à un niveau de pauvreté qui reste élevé malgré des améliorations. En 2022 (dernières données disponibles), 11% de la population vivait sous le seuil de 1,90 \$/j (22,6% en 2015).

- **Un bon niveau de gouvernance**

Selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale, **Cabo Verde est le troisième pays d'Afrique subsaharienne le mieux classé (après Maurice et le Botswana). Le pays enregistre de bonnes performances en matière de liberté, de lutte contre la corruption et de stabilité politique.** Il est en revanche en retard en termes d'efficacité du gouvernement et de qualité de la réglementation.

⁶ FMI, rapport pays fév. 2025



Cabo Verde est au 35^{ème} rang de l'indice de perception de corruption 2024 de Transparency International, deuxième pays le mieux classé d'Afrique sub-saharienne après les Seychelles.

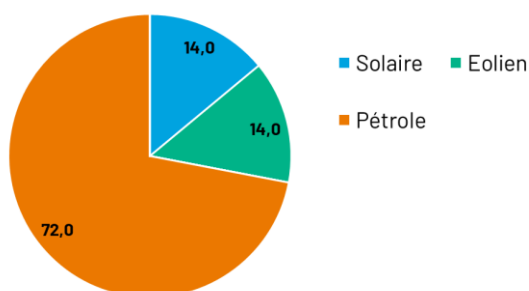
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Cabo verde, au 99^{ème} rang de l'indicateur de vulnérabilité aux risques physiques ND Gain sur 181, est **très exposé aux risques climatiques**, à la sécheresse (fort déficit de ressources en eau) mais surtout à l'élévation du niveau de la mer, avec d'importantes conséquences potentielles sur le secteur du tourisme, dont l'activité est fondamentale pour le pays.

Un Conseil interministériel pour l'environnement et l'action climatique, dirigé par le Premier ministre, est chargé de coordonner la planification et la stratégie de la politique de changement climatique. Les exigences climatiques sont prises en compte dans le cadre juridique des partenariats public-privé (PPP).

Les émissions sont liées essentiellement (75%) à la production d'énergie, provenant à 80% de centrales thermiques alimentées par du pétrole importé.

Cap Vert : production d'électricité par sources, en % (2022=0,5 TWh)



Source : Global and European Electricity review (Ember 2025)

Les mesures de réduction d'émissions visent notamment à baisser la consommation d'énergie et à augmenter la part des sources renouvelables pour la porter à 50% en 2030 et 100% en 2050 (nouvelles centrales solaires sur différentes îles de l'archipel, extension du projet éolien de Santiago). Le pays bénéficie de financements notamment grâce au partenariat avec l'UE (Global Gateway Strategy). Grâce à l'accord conclu avec le Portugal (Fundo Climático Ambiental -fonds pour le climat et l'environnement, cf. Partie 2) le pays dispose de ressources financières supplémentaires pour ses investissements en faveur de la transition et de l'environnement. Un premier projet, la modernisation de la centrale solaire de Palmarejo, lancée en octobre 2025, bénéficie de ce financement.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.